

## *Les Matinales du Club*

# L'économie marocaine : "bien mais doit (beaucoup) mieux faire"

### Compte-rendu

*PRESIDEE PAR **SEBASTIEN JEAN**, Directeur, CEPII*

#### **Intervenant :**

**Karim El Aynaoui** Président, Policy Center for the New South ; doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université polytechnique Mohammed VI

## Sébastien Jean

Particulièrement dynamique au début des années 2000, l'économie marocaine est parvenue à intégrer les chaînes de valeur de certains secteurs, notamment l'automobile et l'aéronautique. Dans ce contexte, des observateurs s'interrogent particulièrement sur une éventuelle montée en gamme des exportations marocaines et donc sa capacité à éviter le piège des pays à revenu intermédiaire

## Karim El Aynaoui

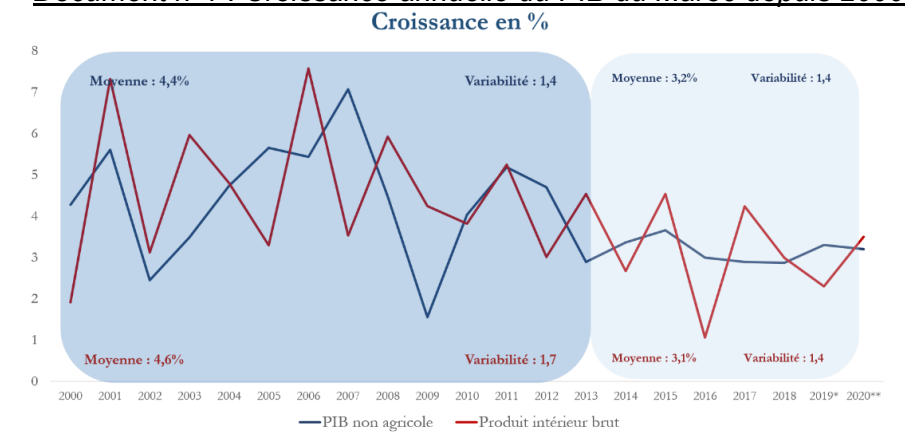
Le *Policy Center for the New South* (PCNS) est un think tank marocain ayant pour mission la contribution à l'amélioration des politiques publiques, à la fois sur les plans économique, social et international, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant, un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

- I) Une croissance assez soutenue depuis le début des années 2000, mais qui ralentit depuis 2013 et perd près de 1,5 % par an.

Le Maroc a fait le choix de l'ouverture il y a longtemps, avec pour objectif une convergence de son PIB par habitant. vers les niveaux des pays de l'OCDE.

Dans les années 2000, la croissance a avoisiné 4,6 % par an en moyenne, qui s'est traduite par une croissance du niveau de richesse par habitant de plus de 3 %. Sur une plus longue période, la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant est aux alentours de 2,5 %. **La convergence du Maroc est donc bien réelle**, et si dans l'absolu elle est assez lente, **elle reste rapide si on la compare à celle des autres pays à bas revenu** ou à revenu intermédiaire. La crise de 2008 a bien sûr, comme partout ailleurs, entravé la croissance même si le choc a été légèrement plus tardif et plus diffus qu'en Europe. **Actuellement, la croissance s'est stabilisée à un rythme plus lent, autour de 3 % par an.**

Document n°1 : Croissance annuelle du PIB du Maroc depuis 2000

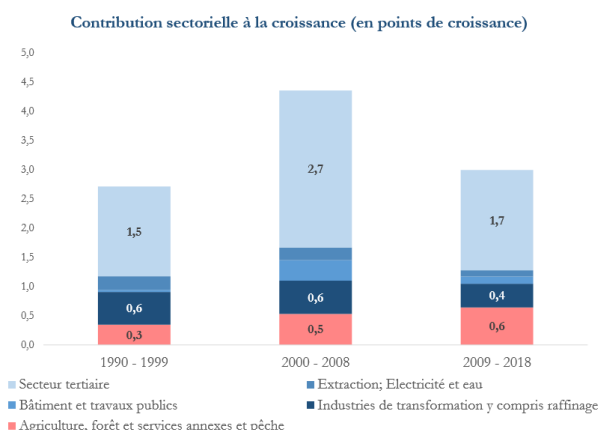


La croissance peut être appréhendée selon 3 facettes.

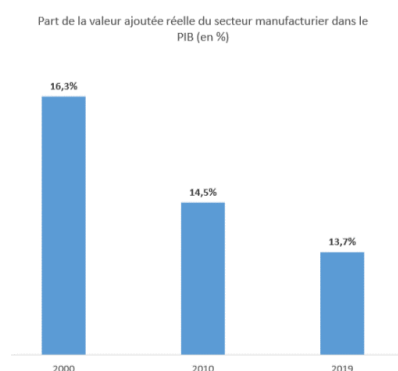
La première c'est la demande. Au Maroc, la croissance était de manière générale, le résultat d'un accroissement de la demande intérieure domestique, où la commande publique a joué un rôle central. Aussi, les revalorisations salariales publiques ainsi que les révisions à la hausse du SMIG ont contribué à améliorer le niveau du pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte où l'inflation est restée globalement contenue. L'augmentation réelle du SMIG a été de près de 17 % entre 2010 et 2019. **Le salaire minimum garanti, SMIG, est une institution très importante au Maroc.** La plupart des évolutions de ce SMIG sont en fait déclenchées par les progressions successives du salaire public, auquel ne s'applique pas le SMIG. Il s'agit d'un salaire horaire, bien respecté grâce à des syndicats qui pèsent en raison de leur adossement à des partis politiques. Les institutions du marché du travail ressemblent donc beaucoup à celles des pays de l'OCDE, avec des tribunaux qui tranchent très souvent en faveur des salariés et un marché du travail assez rigide, ce qui est atypique pour un pays en développement. La démocratisation des services financiers a également contribué à soutenir la demande intérieure.

La période 2003-2012 a vu une forte accélération de l'expansion du secteur bancaire. **Le taux de bancarisation est passée de près de 40 % au début des années 2000 à près de 70 % aujourd'hui.** La classe moyenne a pu accéder à des crédits automobiles et immobiliers, avec une politique très active de l'Etat dans ce domaine, via une subvention du logement social et des crédits bancaires garantis par l'Etat.

La deuxième est l'optique offre, qui démontre clairement la prépondérance du secteur tertiaire dans l'activité économique. Ce dernier a été le principal moteur de l'économie marocaine, bien devant le secteur manufacturier, dont certaines branches toutefois se distinguent par leur performance. Le Maroc est touché, en effet, par le **phénomène de la désindustrialisation précoce**, d'une ampleur toutefois moins intense que dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Aussi, faut-il rappeler que le secteur agricole a marqué un saut important depuis le milieu des années 2000, avec une croissance de manière générale supérieure à l'économie dans sa globalité. Cette évolution s'explique par les grands programmes de réinvestissement dans l'agriculture et les subventions de certains inputs (irrigation, plantation d'arbres).



En 20 ans, la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB est passée de 16,3 % à 13,7 %



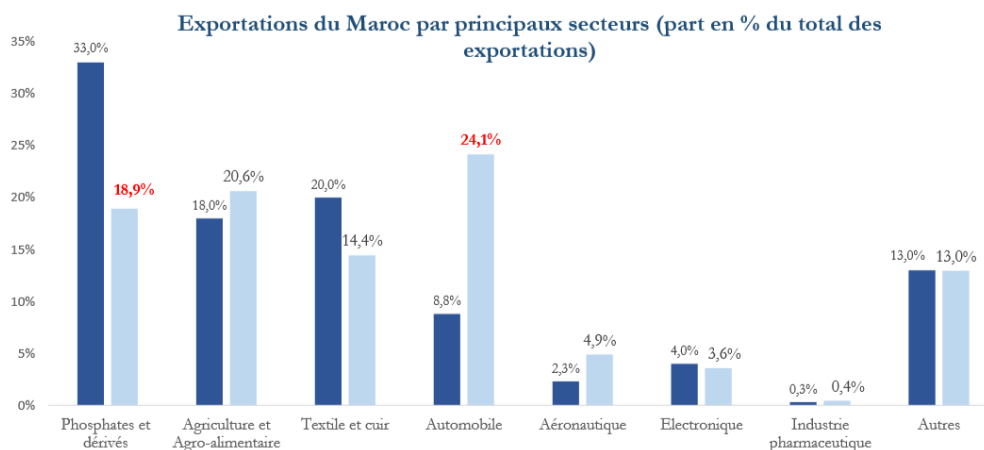
La troisième logique s'apparente à la contribution des facteurs de production. Cette dernière fait preuve d'une croissance assez intensive en capital. La productivité globale des facteurs, qui informe sur la manière dont les facteurs de production sont combinés et une variable centrale dans l'équation de croissance et développement, n'a que partiellement joué son rôle et a parfois contribué négativement au processus de création de richesse.

Pour revenir aux facteurs explicatifs de l'évolution du crédit, les entrées de devises à travers notamment les grosses opérations de privatisations, ont augmenté la base monétaire dans un régime de change fixe. Les banques ont soudainement eu d'importantes marges de manœuvre grâce à ces afflux de capitaux – sur le plan des ratios de capitaux – et ont distribué beaucoup de crédit à partir de 2005. A cet égard, les décideurs politiques, dont la banque centrale, ont nettoyé les bilans et imposé une asymétrie du compte de capital : un résident marocain ne pouvant détenir d'actifs étrangers, alors qu'un étranger peut acheter des actifs en devises (et rapatrier le montant de cet actif et les profits qui lui sont liés). Pareillement, si l'Etat reçoit un chèque en devise, celui-ci est automatiquement converti en monnaie locale. Tout ceci a contribué à une augmentation de la base monétaire.

## II) Intégration du Maroc dans les chaînes de valeur : un exercice réussi mais des défis qui persistent

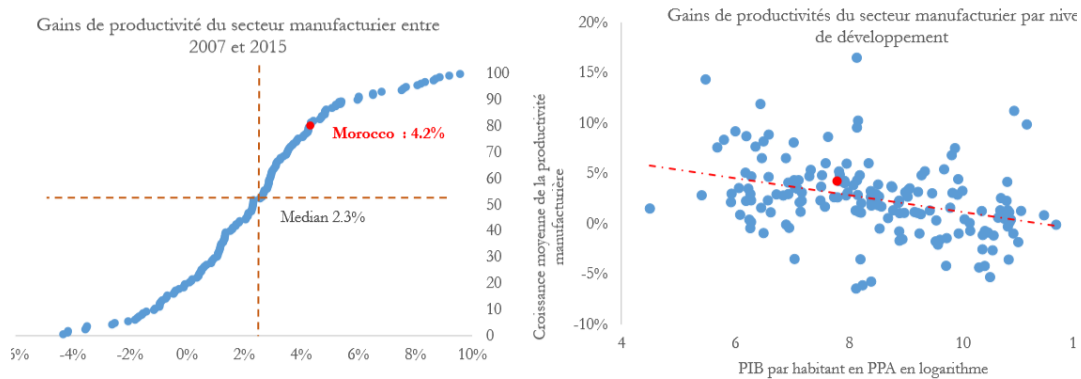
Le Maroc est parvenu à bien s'insérer dans les chaînes de valeur de deux secteurs en particulier :

- **L'aéronautique** (Safran ayant été pionnier) : le cluster aéronautique représente aujourd'hui environ 200 entreprises. Aujourd'hui Boeing – après Airbus – s'est installé au Maroc.
- **L'automobile** (Renault ayant été pionnier), avec près de 400 000 voitures par an exportées, et 800 000 d'ici quelques années.



La fin des restrictions à l'exportation sur le textile chinois vers le marché européen à partir de 2008 s'est répercutée sur le secteur textile marocain qui a perdu en 2009 près de 18 % de sa valeur ajoutée. Nous sommes en 2020 et la valeur ajoutée n'a pas encore retrouvé les niveaux d'avant 2009, ce qui témoigne de la sévérité du choc. Il faut dire aussi que le secteur gravite principalement autour d'un opérateur, Zara, qui a délocalisé au Maroc une production massive de produits destinés au marché européen. Le déplacement du centre de gravité de l'économie marocaine vers des activités capitalistes s'est reflété sur les gains de productivité affichés par le secteur manufacturier, avec une performance meilleure que 80 % des pays du monde. Même quand elle est comparée aux pays du même niveau de développement, cette performance se situe au-delà de la moyenne.

**En termes de gains de productivité, le Maroc fait mieux que 80 % des pays, notamment grâce aux IDE.**

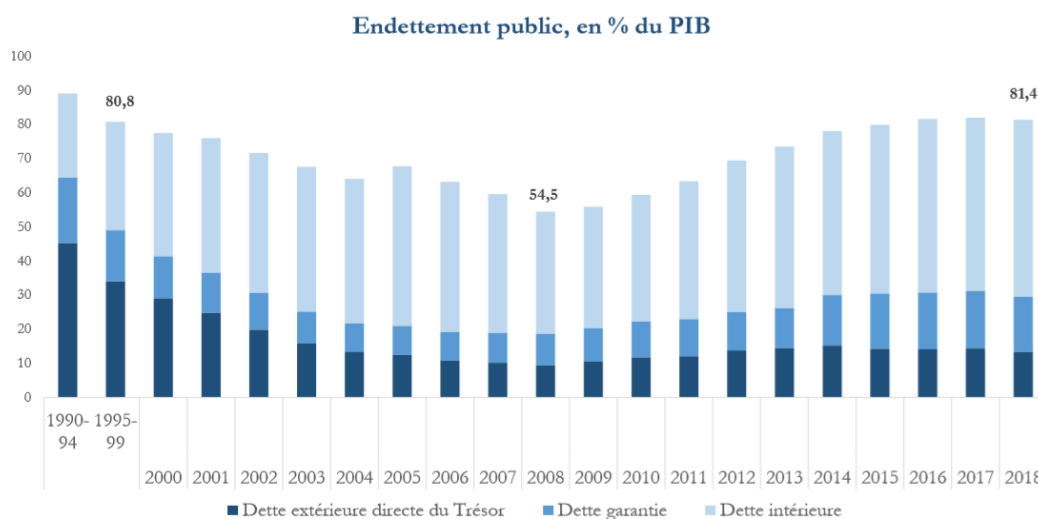


III) La gestion macroéconomique est orthodoxe, mais le rétablissement des équilibres est rendu coûteux par l'absence de mécanismes d'ajustement aux chocs

**Le Maroc est un pays très orthodoxe et prudent en termes de gestion macroéconomique.** Depuis les années 1980, le Maroc ne s'est pas vu imposé de plan d'ajustement par le FMI. Cette prudence est liée à une préférence des individus pour la stabilité et une aversion au risque.

Au milieu des années 2000, l'excédent budgétaire était lié à un niveau de recouvrement fiscal exceptionnel, mais qui s'est rapidement fait rattrapé par un alourdissement des dépenses budgétaires, sous l'effet conjugué de la crise financière – qui se propageait cependant plus lentement qu'en Europe - et des Printemps Arabes. L'augmentation des salaires dans le secteur public a contribué à creuser le déficit public, qui s'établissait à 7 % du PIB en 2012. Les dépenses au titre de la caisse de compensation ont également culminé durant cette période à près de 6 % à la suite du renchérissement de la facture énergétique du pays. Cela fut problématique car le solde du compte courant a suivi cette trajectoire pour s'établir à 10 %. Depuis, les décideurs se sont engagés dans un processus d'assainissement et rééquilibrage macroéconomique pour une reconstitution progressive des marges budgétaires.

**Accumulation de dette publique et rétrécissement des marges de manœuvre**



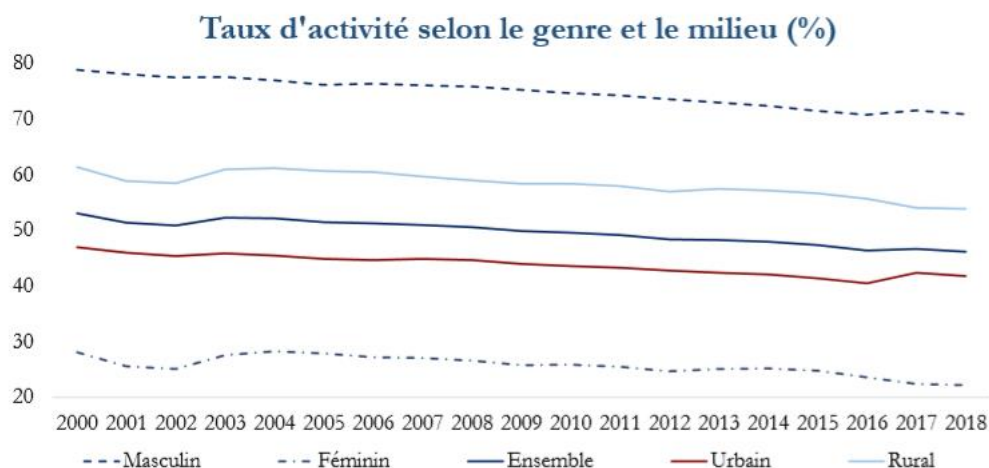
Dans ce sens, le déficit budgétaire s'est accompagné d'un déficit courant (phénomène des déficits « jumeaux ») car le contenu en importations des investissements et de la consommation est élevé. **Le financement de l'économie marocaine se fait principalement par les IDE sinon, puisement dans les réserves. Les flux de dette sont quant à eux une alternative de dernier ressort.** Le marché intérieur de la dette est profond, avec un secteur bancaire et assurantiel assez développé. Le Maroc reste peu exposé aux éventuels retournements sur les marchés de change car la structure de la dette par devise est calée le panier du dirham, d'autant plus que le secteur public reste le principal emprunteur en devise.

**Devant un régime de change fixe, le rééquilibrage se fait par un freinage de l'économie dans un contexte de compte de capital asymétriquement ouvert.** Le rétablissement des équilibres ne peut donc porter que sur la croissance. Les épisodes de surchauffe de l'économie ne se traduisent pas par une accélération de l'inflation mais se répercutent sur le compte courant, c'est pourquoi les bandes de fluctuation ont été légèrement élargies.

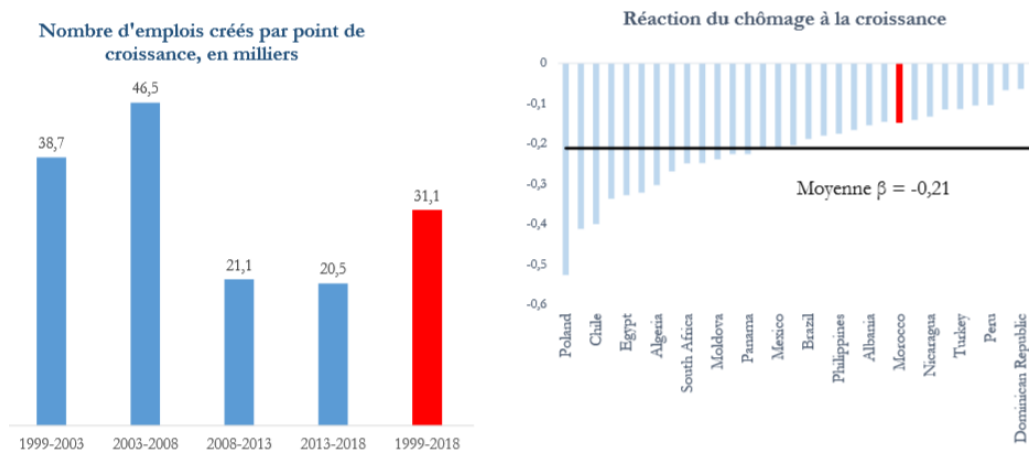
#### IV) Défis et réformes

L'enjeu pour le Maroc est, comme pour beaucoup d'autres pays (entre autres le Brésil, la Turquie et le Mexique), de sortir du « middle income trap ».

**Une baisse générale des niveaux d'activité, notamment celui des femmes : de 30 % en 2000 à 23 % de nos jours.**

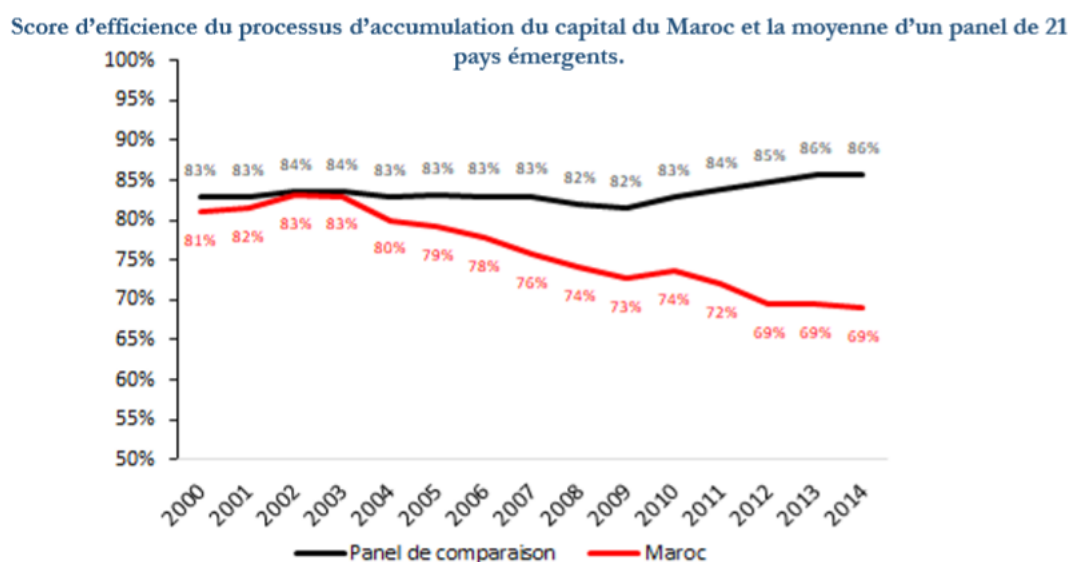


De plus le contenu en emploi de la croissance s'appauvrit. Il est certes intéressant pour le Maroc de développer des secteurs de pointe à haute valeur ajoutée (ex : secteur aéronautique), mais ce type de secteur n'est pas très intensif en travail.



Le chômage des jeunes s'établit à environ 20 %, soit un niveau proche de la moyenne mondiale. Les chiffres deviennent en revanche plus inquiétants lorsqu'on s'intéresse au taux de chômage des jeunes en fonction du niveau de qualification : on constate alors que le chômage des plus qualifiés est plus important, et avoisine 23 %. La cause en est certainement l'inefficacité du système éducatif.

A propos de l'investissement : **on constate que l'investissement depuis 2000 a été assez inefficace au Maroc :**



Par ailleurs les régions les plus défavorisées ne sont pas celles qui reçoivent le plus d'investissement. Par exemple, la bande littorale, entre Tanger et Agadir, draine une grande partie – sans doute excessive – des investissements.

Il faudrait être plus **vigilant sur les taux de rendements relatifs entre secteurs : le secteur immobilier bénéficie d'un excès d'incitations, au détriment d'autres secteurs.** Il faudrait favoriser davantage les secteurs intensifs en main d'œuvre ainsi que ceux dont les gains de productivité sont élevés.

Autres points de vigilance :

- Assouplir graduellement le droit et le marché du travail
- Rendre la politique budgétaire moins pro-cyclique
- Renforcer la sécurité juridique s'agissant des augmentations salariales

L'Etat n'a aucune difficulté à faire payer l'impôt, ce qui est assez atypique pour un PED. La pression fiscale s'établit à 22 % du PIB, alors que la moyenne pour les pays d'Afrique subsaharienne est d'environ 12 % du PIB (ces chiffres excluent les charges sociales). Cependant la pression fiscale marocaine est trop élevée au regard des services publics offerts aux contribuables.

Conclusion : Les recettes antérieures ont certes produit leurs effets, mais **il est aujourd'hui nécessaire de mener certaines réformes structurelles pour sortir du piège des pays à revenus intermédiaires**. La réforme du régime de change répond en partie aux limites du modèle de croissance actuel.

**Les défis les plus urgents et déterminants concernent l'emploi des jeunes et des femmes.**

## **Sébastien Jean**

Merci pour ce panorama qui présente une situation assez atypique pour un PED, les spécificités du Maroc pouvant être résumées ainsi : stabilité et ouverture. Certaines institutions sont très rigides (marché du travail notamment) et la gestion macroéconomique est très prudente, visant la stabilité quitte à en être parfois corsetée.

On remarque que la crise de 2008 a marqué un tournant pour le Maroc, non seulement en termes de rythme de croissance, mais aussi pour sa balance courante.

Le déclin des taux d'activité de toutes les catégories représentées est particulièrement frappant.

La désindustrialisation précoce, qui touche d'autres pays en Afrique du Nord et en Inde, ne retire rien à l'existence de véritables succès (secteur aéronautique notamment)

## **Q&A**

**Qu'en est-il de la dépendance de l'économie marocaine à ces trois secteurs non industriels ?**

- **Transferts de la diaspora**
- **Tourisme**

**Karim El Aynaoui :**

- Transferts de la diaspora : on compte 5 millions de marocains expatriés ou descendants d'expatriés (de 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> génération), sur une population de 35 millions. Ces transferts représentent chaque année environ 8 % du PIB, un chiffre assez stable depuis 40 ans.
- Tourisme : 10 millions de touristes, et des recettes qui s'établissent à environ 8 % du PIB. 16 % sur la balance des paiements.

**Dans quelle mesure les syndicats marocains sont-ils susceptibles d'entraver les initiatives de certains investisseurs ?**

**Karim El Aynaoui :** Effectivement la présence et le poids des syndicats marocains peut surprendre les investisseurs, en particulier allemands, car le Maroc ne partage pas la culture allemande du consensus social pacifié.

Cependant, avec un SMIG à près de 300\$ (donc assez élevé compte tenu du niveau de développement du Maroc), les entreprises bien gérées, avec une productivité suffisante et une



politique salariale intelligente sont prémunies contre les conflits avec les syndicats. D'autant que ceux-ci sont en perte de vitesse actuellement, suite à leur éloignement des partis de gouvernement.

### **Comment expliquer que l'Espagne, qui n'est pas un pays francophone, est aujourd'hui le 1<sup>er</sup> partenaire commercial du Maroc ? Quel est le potentiel de l'Afrique subsaharienne ?**

**Karim El Aynaoui** : La déflation salariale en Espagne a conduit de nombreuses PME espagnoles, pour survivre, à s'installer au Maroc en baissant les prix afin de conquérir des parts de marchés. Cependant, en termes de stocks d'IDE et d'entreprises installées, la France reste le principal partenaire.

### **Depuis plus de 15 ans, le Maroc s'est doté d'une vraie politique économique africaine. En quoi cette ouverture sur l'Afrique peut-elle favoriser la convergence du Maroc ?**

**Karim El Aynaoui** : Le Maroc a en effet conduit une politique volontariste visant à resserrer les liens économiques avec l'ensemble du continent, en raison notamment des perspectives de forte croissance de la région sur les prochaines décennies. De plus les marchés offerts par les pays d'Afrique ont la taille adéquate pour le Maroc. Ainsi les banques marocaines ont renforcé leur présence sur le continent, les télécoms et aujourd'hui certaines PME, écoles et médias.

### **Comment expliquer le succès de la politique industrielle du Maroc, concernant notamment l'aéronautique ?**

**Karim El Aynaoui** : On minimise souvent les effets d'apprentissage : en matière de politique industrielle, le premier pas est le plus difficile. Le premier pas du CMKD (secteur automobile) n'était certes pas un grand succès, mais il a préparé le terrain pour les initiatives futures. Le problème est que les décideurs publics sont trop souvent réticents à conduire des politiques qui ne soient pas des succès assurés et immédiats.

Concernant l'aéronautique, le décideur public savait qu'il pouvait s'appuyer sur un écosystème favorable au développement de la filière (infrastructures aéroportuaires, formation des techniciens, électricité disponible et fiable), ce qui l'a conduit à être plus en confiance et à davantage lâcher-prise. C'est sans doute une partie de l'explication de ce succès.

### **Sébastien Jean : Quelle bilan faites-vous de la politique d'accord de libre-échange du Maroc ?**

**Karim El Aynaoui** : Le Maroc a signé une soixantaine d'accord commerciaux. Le principal effet s'est fait sentir sur les IDE. Cependant depuis la signature avec l'UE au début des années 2000, le déficit du Maroc avec l'UE a été multiplié par 8. Beaucoup d'observateurs sont donc très critiques à l'égard de la politique de libre-échange du Maroc, malgré le bénéfice important en termes d'IDE.

Cependant l'intérêt de ces accords est de permettre à l'économie marocaine d'intégrer certaines chaînes de valeur. Sur les 20 dernières années, le rapport IDE/PIB s'est établi pour la Chine à moins de 4 %, tandis qu'il s'est établi à 2,7 % pour le Maroc, ce qui classe le Maroc parmi les 15 pays recevant le plus d'IDE en proportion de leur PIB sur cette période.